



Programmation Séjours vacances d'enfants

Action Sociale
AFC

Caf de la Charente-Maritime – TSA 47123 - 17073 La Rochelle cedex 9 - caf-171.afc@caf.fr

Une fois complété, enregistrez ce document
et renvoyez-le par mail : aidespartenaires@caf17.caf.fr
Précisez en objet : Programmation annuelle

RAPPEL :

On entend par séjour : tout séjour d'une durée minimale de 6 jours consécutif (soit 5 nuitées)

Pour ouvrir droit au financement de la Caf votre séjour doit :

- être intégré au projet éducatif et pédagogique de votre accueil de loisirs et / ou accueil de jeunes,
- faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances auprès de la Direction départementale de la cohésion sociale (Ddcs),
- être accessible aux familles par la mise en oeuvre d'un barème de participation familiale, minimum 3 tarifs (tarif de base, tarif Régime Général, tarif allocataire avec le QF Cnaf <= 760€ au moment de l'inscription),
- favoriser l'ouverture et l'accès à tous visant la mixité sociale,
- respecter le principe de neutralité philosophique, politique et religieuse.

Nom de l'organisme support :

Adresse de l'organisme support

Nom et titre du responsable légal de l'organisme (Président, Mairie, ...) :

Nom de la personne chargée du dossier :

Tél. :

Courriel :

Déroulement de l'action et public concerné

ATTENTION ! Toutes les colonnes doivent être complétées (même si le nombre de participants est identique dans les 3 colonnes).

LIEUX	PERIODES	DUREE	Nb de participants famille tous régimes	Nb de participants ouvrant droit*	Nb allocataires Caf17 avec QF <=760 €
	au				

* Les ouvrants droit sont les ressortissants Régime général. Sont exclus du régime général, les familles ressortissantes de la MSA et de la Banque de France

Attestation

Je soussigné(e), (nom et prénom) :

représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre svp le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures- celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci

déclare :

- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris par l'application de l'article 10-1 de la loi n°20000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- exactes les informations du présent formulaire.

Fait à

le

Signature du responsable légal et cachet